

ÉDITORIAL

L EXISTE deux options face à la complexité du réel : ou bien tenter de la percer, ou bien se replier dans un monde fantasmé. Ce monde fantasmé devient alors aussi une part de la réalité qu'il convient d'analyser, au même titre que la réflexion produite pour s'en saisir. Mais le réel n'est pas seulement complexe : il est aussi violent. C'est pourquoi il existe deux raisons de vouloir saisir le réel : la curiosité ou le besoin d'agir. Les deux raisons ne s'excluent pas l'une l'autre, et même bien certainement s'alimentent-elles. Ceci étant posé, force est de constater que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation historiquement et socialement spécifique du point de vue de ce qui a été produit comme discours sur le réel. En termes de nature, tous ces discours se valent, ils ont le même statut indéfectible de production langagière médiatisée par des mots, communiquée à l'aide de différents supports. En termes d'origine, ils ont les deux raisons évoquées, et en termes de structure, leur cohérence et leur aboutissement résultent du choix qui a été fait par rapport à la complexité et la violence du réel.

Parmi toutes ces productions, l'une d'elles se démarque par un besoin d'agir et la poursuite collective de l'effort de saisie du réel à cette fin : une bonne part des productions théoriques poursuivant le geste critique de Marx. On hérite plus précisément en France de la théorie marxiste des années post-1968. En plus d'une critique acerbe des capitalismes d'État affublés de discours prétendument marxistes, ces théories se caractérisent par une réflexion sur deux faits sociaux et économiques aux enjeux stratégiques et théoriques cruciaux : les grèves sauvages et l'évolution technique du capitalisme qui semble réduire la masse salariale grâce aux innovations. Les quatre articles que nous publions dans ce cahier interrogent précisément cet héritage et

approfondissent des réflexions essentielles sur des notions centrales comme celle de *conscience de classe* et de *critique*. Pour que ne cessent donc le dialogue et la construction collective que nous devons mener pour élaborer une action à la hauteur des enjeux profondément éthiques auxquels nous faisons face.

C'est dans cette optique que ce cahier s'ouvre par une contribution d'Urs Lindner qui porte sur l'articulation entre épistémologie et éthique dans la notion de critique telle qu'elle se déploie dans l'œuvre de Marx et en particulier dans le *Capital*. Si ce débat a provoqué pléthore de commentaires, cela est resté jusque-là sans effet remarquable sur le narratif de l'engagement politique « de gauche ». Ce discours se caractérise généralement par une justification de la nécessité de l'action qui s'enracine dans un discours universaliste, reposant sur une morale utilitariste mettant en avant la « dignité humaine », en opposition avec l'absence de considération pour celle-ci par le « capital financier ».

Cette approche s'inscrit dans l'histoire de la réception de Marx : dans le mouvement ouvrier, la critique marxienne du capitalisme a souvent été comprise comme un refus du capitalisme parce que ce dernier ne respecterait pas certains standards d'égalité ou de justice. On trouvait ici une dimension particulièrement convaincante de la critique : puisque l'existence de ces standards est tout aussi plausible que leur violation par le capitalisme, la critique peut être en principe comprise par tout un chacun. Or l'utilisation par Marx d'un tel procédé critique est en contradiction ne serait-ce qu'avec la manière dont il conçoit sa propre démarche : rappelons-nous que très tôt déjà il avait dévoyé la « critique moralisante »¹. L'objectif était de prouver que la critique marxienne reposait sur une base normative inavouée.

De la sorte, Klaus Hartmann a affirmé que Marx ne pouvait ainsi pas concevoir la production marchande comme une libération de la nécessité naturelle parce qu'il la confronterait à un modèle anthropologique idéal. Et parce que Marx ferait dériver toute sa théorie à partir de ce « commencement péjoratif », l'ensemble de la réalité capitaliste apparaîtrait donc comme « péjorative »². C'est surtout Habermas et

1. Voir par exemple Karl MARX, « La critique moralisante et la morale critique », MEW t. 4, p. 331 sq. ; LP III, p. 747 sq.

2. Klaus HARTMANN, *Marxens Kapital in transzendentalphilosophischer Sicht*, Bonn, 1968, p. 18 sq., et du même auteur, *Die Marxsche Theorie. Eine philosophische Untersuchung zu den Hauptschriften*, Berlin, 1970, en particulier, p. 405 sq.

Lohmann qui ont soutenu que Marx aurait cherché à montrer que le capitalisme serait en contradiction avec ses propres standards normatifs³.

Cette critique serait ainsi immanente dans la mesure où le capitalisme contreviendrait à des présupposés qui ne lui sont pas externes. Cependant, la critique immanente est bien plus caractéristique de la démarche de Proudhon. Contre les « socialistes utopiques » comme Proudhon qui souhaitent défendre l'idéal dérivé de la circulation simple contre sa prétendue dénaturation dans la production capitaliste, Marx affirme que *la production capitaliste est la réalisation totale de la liberté et l'égalité de la circulation simple*, et non leur dégénérescence, puisque la circulation simple, avec ses représentations de liberté, d'égalité et de propriété, n'existe que sur une base capitaliste. Rappelons enfin que cette approche qui consiste à dresser les idéaux de la circulation simple contre la réalité capitaliste ne s'est pas cantonnée historiquement aux seuls proudhoniens, elle a été largement diffusée dans le mouvement ouvrier trade-unioniste anglais et allemand, par exemple au travers de la revendication de reverser aux travailleurs le « produit intégral du travail » perpétuée aujourd'hui dans de nombreux mots d'ordre de syndicats ou de partis. Mais pour bien saisir le geste opéré par Marx, autant par rapport aux autres critiques du capitalisme que par rapport à l'économie politique, on ne peut pas faire l'économie de préciser ce qu'il entend par *critique*.

Selon Urs Lindner, la notion de critique chez Marx se caractérise tout au cours de son œuvre par une certaine continuité : elle s'articule en permanence autour de la notion de liberté, la critique de l'aliénation et de l'idéologie. Cette approche interprétative qui permet de contrecarrer les lectures plus « économicistes » typiques des marxismes de parti. Urs Lindner n'effectue pas une exégèse hors sol du texte marxien, il réfléchit à partir des conditions actuelles de vie et de travail qui doivent constituer le point de départ de notre réflexion, en l'occurrence, la recomposition des rapports de force depuis que le capital est parvenu à s'accommoder de l'évincement relatif de certains travailleurs de la

3. Voir Jürgen HABERMAS, *Théorie et pratique* (1963), Paris, Payot, 2005, et Georg LOHMANN, « Zwei Konzeptionen von Gerechtigkeit in Marx' Kapitalismuskritik », in Emil ANGEHRN & Georg LOHMANN (éds), *Ethik und Marx. Moralkritik und normative Grundlagen der Marxschen Theorie*, Königstein/Ts, Athenäum, 1986 et Georg LOHMANN, *Indifferenz und Gesellschaft. Eine kritische Auseinandersetzung mit Marx*, Frankfurt/M, Suhrkamp, 1991.

sphère productive généré par le progrès technique. Précisons que ni l'auteur, ni les membres de la revue *Endnotes* dont nous publions les textes dans ce cahier, ne partagent cette réduction technologique de la redondance de la main d'œuvre dont sont pourtant friands de nombreux marxismes contemporains.

Au moyen d'une construction conceptuelle minutieuse, Urs Lindner analyse les liaisons complexes entre critique épistémique, théorie scientifique et critique normative chez Marx, en particulier dans le *Capital*. Il reconstruit le modèle sur lequel se fondent les évaluations éthiques de la critique normative de Marx. En distinguant l'immanence de norme, de contradiction et de vie, il explicite que c'est cette dernière, par son recours à une nature humaine, qui fournit l'étalon d'évaluation éthique pour le *Capital*. Cette approche du corpus marxien fait preuve d'une rare audace et d'une clarté qui la distingue à de nombreux égards des productions issues des études sur Marx qui ont pu caractériser le xx^e siècle. Les études d'*Endnotes* nous donnent un aperçu critique synthétique exceptionnel de cet héritage et ce que nous pouvons ou devons en faire.

En effet, la revue *Endnotes* s'inscrit dans cette même histoire de débats qui se trouve à la croisée de trois ensembles de productions pratiques et théoriques : l'*operaismo* en Italie, l'Internationale Situationniste, puis la communisation en France, et la *Neue Marx-Lektüre* en Allemagne. L'article d'*Endnotes* ainsi que le bilan des dix premières années d'existence de la revue, écrits par deux de ses membres (Aaron Benanav et John Clegg) que nous publions dans ce cahier retracent précisément en quoi ces approches mènent à des impasses, mais ouvrent aussi des perspectives. C'est pour cela que nous estimons intéressant de les publier : ils analysent de manière critique les dialogues qui se sont ouverts et rompus au cours de cette période post-68, analysent les apports de chacune de ces « écoles », et posent à nouveau la question du rapport entre critique théorique et pratique de lutte. Pour point de départ donc un fait aisément constatable : l'existence d'une séparation à présent centrale « qui oppose une fraction relativement protégée mais en constante diminution, composée de travailleurs souvent syndiqués, et une fraction en constante augmentation, constituée des travailleurs les plus précaires et les moins garantis⁴ ».

4. Aaron BENANAV & John CLEGG, « Misère et crise. Actualité de la théorie critique », *infra*, p. 113.

Le phénomène dominant à analyser est par conséquent, comme pour Urs Lindner, celui de la réduction de la masse salariale : « davantage d'individus que jamais auparavant dans le monde sont contraints de vendre leur force de travail ou le produit de leur travail pour survivre, mais dans des conditions où la demande en main d'œuvre est toujours plus restreinte ». Suivant les analyses typiques de la communisation, les auteurs précisent que « les luttes hors du lieu de travail sont souvent celles qui s'imposent et gagnent du terrain. Au cours de celles-ci, les prolétaires ne s'identifient pas comme travailleurs ». Partant de l'évolution de la logistique et des chaînes d'approvisionnement, que les auteurs identifient comme une « complexification » de la société, les leviers d'action se seraient multipliés :

Au cours de ces luttes, le pouvoir des travailleurs découle de leur capacité collective à entraver les flux de la société capitaliste, dans les usines et en-dehors, au moyen de la grève, de l'occupation, de l'émeute, ou du blocage. Avec l'avènement d'une société capitaliste toujours plus complexe, les nœuds de blocage possibles se sont multipliés⁵.

Il ne s'agit pas chez *Endnotes* où d'autres de faire une apologie des conditions présentes, mais bien de les prendre comme point de départ, à la fois comme dynamique des luttes et limites à celles-ci, sans jugement normatif.

Même si nous partageons le constat que les dynamiques actuelles sont historiquement différentes, et comportent de nouvelles limites qui « entravent » les pratiques de lutte (composition, extériorité aux lieux de production, hypostase du moment de la répression/reproduction, etc.), nous prenons quelques distances avec une analyse des mouvements de résistance qui seraient un socle positif à un dépassement du capitalisme dès lors que les individus seraient « hors des catégories selon lesquelles ils sont organisés dans la société capitaliste ».

Si cela semble un élément satisfaisant que de se trouver hors des catégories, nous soulignons qu'il importe surtout d'analyser ces pratiques selon, d'une part, le point de vue de la construction de forces collectives germinales, et d'autre part selon la dynamique du capital et la réorganisation permanente des procès de production qu'il sait faire varier selon les « innovations » des subversifs acatégoriels. Si nous allons plus loin, il semble que la société produise des individus qui

5. *Ibid.* p. 115.

doivent être des contre-catégories, dans la mesure où c'est la seule manière dont ces catégories peuvent perdurer, en s'inscrivant dans des structurations sociales qui doivent avoir la place d'exister « en dehors » pour mieux dynamiser le « dedans ». Dans « Misère et dette » et d'autres textes d'*Endnotes*, les auteurs prennent cependant bien en compte cet élément et montrent que l'éviction de travail et les phénomènes de désindustrialisation entraînent dans certains pays la production d'une surpopulation qui excède de loin ce rôle et voit l'émergence d'un vaste marché du sous-emploi informel.

L'article de Carlos Astarita s'inscrit précisément dans l'analyse des présupposés épistémologiques à l'appréhension de rapports sociaux, actuels ou passés, qui nous semble ici à analyser. L'auteur établit un dialogue critique entre différents courants de l'analyse sociale marxiste : celui empirico-phénoménologique anglais et celui théorico-hégélien d'Europe centrale. Il s'attelle à rectifier les théories existantes sur la conscience de classe des paysans au Moyen Âge en ce qu'elle révèle particulièrement bien les présupposés théoriques des historiens médiévistes. Ainsi, Carlos Astarita relève :

Persuadé du caractère rudimentaire du niveau intellectuel du paysan, le chercheur moderne se méfie généralement de la capacité du subalterne précapitaliste à s'auto-définir en opposition au système⁶.

L'article de Carlos Astarita permet de mettre en perspective les différentes approches de la conscience, en particulier de classe. Partant donc de la définition de l'école des historiens marxistes anglais, il relève une définition problématique en ce qu'elle part d'une conscience de classe pré-industrielle construite par distinction négative en opposition à celle des ouvriers à l'ère industrielle. Retenons cependant de cette approche une formule intéressante qui peut valoir encore pour aujourd'hui :

La conscience de classe négative consiste à adopter la définition de classe de l'ennemi plutôt que d'établir la sienne soi-même⁷.

Cette définition produite par les historiens marxistes anglais n'en reste pas moins limitée. Ces historiens partagent deux prémisses avec James Scott et Rodney Hilton, deux historiens qui se sont consacrés à

6. Carlos ASTARITA, « Conscience de classe dans la paysannerie médiévale », *infra*, p. 63.

7. *Ibid.*, p. 71, note 42.

l'analyse de la conscience de classe au Moyen Âge : 1) considérer que la conscience de classe est propre à la société industrielle ; 2) conférer à l'expérience un rôle central pour comprendre le phénomène ». Si les prémisses sont bonnes, leur mise en œuvre pose problème et c'est bien à E. P. Thompson que revient, aux yeux de Carlos Astarita, la reconstruction la plus fine de l'émergence de la conscience de classe. Cependant, la lecture critique avancée par Astarita permet d'identifier que son unique écueil réside dans la centralité accordée à cette notion d'expérience conçue comme « médiation exclusive entre l'être et la conscience ». Astarita déplace ainsi la problématique gnoséologique :

la conscience de classe est un problème cognitif relatif au lien entre intelligibilité de la réalité et capacité réflexive de l'agent, possibilité perceptive qui dépasse le simple vécu et, par conséquent, les conditions d'appréhension de la situation dans la conscience⁸.

Cette analyse révèle enfin qu'au contact du matériau historique spécifique que sont les causes structurelles de la conscience de classe des paysans au Moyen Âge, « le concept de détermination n'est pas épuisé par la relation binaire marxiste de base matérielle et de superstructure ». C'est précisément cette antinomie superficielle qui entache l'approche matérialiste que nous devons adopter face à l'évolution contemporaine de la composition-valeur du capital, mais aussi des pratiques de lutte et des enjeux éthiques et théoriques qu'elles comportent. C'est qu'il convient d'identifier que nous partageons la même définition de la théorie que celle des auteurs qui sont réunis dans ce cahier et qui est résumée par *Endnotes* : « La théorie doit permettre une réflexion dans l'action, une réflexion qui connaît les limites de cette action, mais agit malgré tout ».

Le comité de rédaction de la revue A – M – A'
janvier 2024.

8. *Ibid.*, p. 74.